

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 18/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES CARRIERES DE ST PIERRE DE CHANDIEU

274 Route d'Heyrieux - Lieu dit LE CHEVAL BLANC
CS 53039
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : UDR-SSDAS-26-95-FM
Code AIOT : 0006108343

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2026 dans l'établissement LES CARRIERES DE ST PIERRE DE CHANDIEU implanté Lieux-dit les Quinonières et La Forêt de l'Aigue Le Cheval blanc 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES CARRIERES DE ST PIERRE DE CHANDIEU
- Lieux-dit les Quinonières et La Forêt de l'Aigue Le Cheval blanc 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu

- Code AIOT : 0006108343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société "Les Carrières de Saint-Pierre-de-Chandieu" exploite une carrière de matériaux alluvionnaires sur la commune de Saint-Pierre-de-Chandieu. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012. Le site ne comporte aucune installation de traitement. Les matériaux sont traités sur le site voisin de la société Carrières de Cheval Blanc.

L'exploitant a fait part à l'inspection d'un projet d'extension de la carrière actuellement autorisée suite à l'acquisition des parcelles ZH 25 (1,8 ha) et ZH 65 (4,5 ha).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Caractéristiques de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 16/07/2012, article 7.3, 7.6 et annexe 8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/07/2012, article 7.4 (phasage) et 25 (garanties financières)	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/07/2012, article 11.2.3	Demande d'action corrective	
6	Clôtures	Arrêté Préfectoral du 16/07/2012, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractéristiques de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 16/07/2012, article 1	Sans objet
4	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 16/07/2012, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des manquements identifiés lors de la visite, il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les actions correctives détaillées dans le récapitulatif ci-dessous, selon l'échéancier suivant :

- Remise en conformité par rapport aux cotes minimales d'extraction sur l'ensemble de la fosse

Ouest, **sous 2 mois ;**

- Rétablissement la bande de 10 mètres à la cote du terrain naturel le long de la voirie communale, **sous 1 mois ;**

- Transmission du plan de récolement des cotes après correction et le PV de contrôle du piquetage de la bande de 10 mètres par un géomètre expert, **sous 2 mois ;**

- Installation des clôtures sur le pourtour des parcelles ZH 18 et ZH 65, **sous 1 mois ;**

Au regard des actions proposées par l'exploitant lors de la visite d'inspection, l'inspection des Installations Classées considère qu'il n'est pas à ce stade nécessaire de proposer un arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance de Madame la Préfète, par le dépôt d'un dossier de PAC dans un délai de 10 mois, les modifications suivantes :

- L'extension du périmètre d'autorisation pour intégrer les parcelles ZH 25 et ZH 65 (superficie cumulée de 6,3 ha), accompagnée de la demande d'examen au cas par cas (projet d'extension soumis à examen au cas par cas selon l'annexe à l'article R122-2 du code de l'environnement) ;

- L'extension / régularisation administrative de la parcelle ZH 64 actuellement hors du périmètre autorisé bien qu'accueillant des infrastructures essentielles (accès, convoyeur, locaux techniques, aire de lavage) ;

- La modification du plan de phasage de l'exploitation ;

- L'actualisation du montant des garanties financières correspondant au nouveau périmètre autorisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2012, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Volume des activités			
Prescription contrôlée :			
Désignation des installations	Volume des activités	Rubrique de la nomenclature	Classement
Exploitation de carrières	Tonnage annuel maximum extrait de 510 000 t/an (1)	2510.1	Autorisation

<p>(1) Selon l'article 2 - Conditions des arrêtés préfectoraux du 16/07/2012 - de la convention tripartite CEMEX / Carrières du Cheval Blanc/Carrières de Saint-Pierre-de-Chandieu du 24/04/2013 :</p> <p>Concernant le respect des tonnages, les arrêtés préfectoraux du 16 juillet 2012 prévoient une extraction annuelle maximale de 560 000 tonnes pour les trois carrières.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'analyse des données relatives au tonnage annuel extrait déclaré dans GEREPE n'appelle pas d'observation.</p> <p>Conformément à la convention signée entre la société CEMEX, la société "Les Carrières de Saint-Pierre-de-Chandieu" et la société "Carrière du Cheval Blanc", le tonnage annuel total extrait par les sociétés "Les carrières de Saint-Pierre-de-Chandieu" et "Carrière de Cheval Blanc" ne dépasse pas 560 000 tonnes par an.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Caractéristiques de l'autorisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2012, article 7.3, 7.6 et annexe 8</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Relevé topographique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>7.3- Épaisseur d'extraction</p> <p>Les cotes limites d'exploitation en profondeur sont comprises entre 228 et 234 m NGF sur la fosse est, et 226 et 231 m NGF sur la fosse ouest.</p> <p>La cartographie des cotes minimales d'extraction selon les zones de la carrière figure en annexe 8.</p> <p>L'épaisseur d'extraction est de 24 m par rapport au terrain naturel, pour la fosse est, et de 19 m par rapport au terrain naturel, pour la fosse ouest.</p> <p>Article 7.6</p> <p>Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an par l'exploitant et envoyé à l'Inspection des Installations Classées. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre, - les bords de la fouille, - les cotes d'altitude des points significatifs, - l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages, équipements connexes....), des stocks de matériaux, stériles et terres de découvertes, - les Zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs, - des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Constats :

Par mail daté du 04/03/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection les plans de situation aux 12/12/2024 et 12/12/2025.

Une analyse comparative entre l'annexe 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/07/2012 (relative aux cotes minimales d'extraction) et le plan de situation au 12/12/2025 **met en évidence des écarts d'environ 2 mètres** sur l'ensemble de la fosse Ouest. Ces surcreusements par rapport aux cotes minimales autorisées sont détaillés dans l'image ci-jointe.

Par ailleurs, lors de l'inspection de terrain, il a été constaté au niveau de la fosse Est que la bande des 10 mètres, matérialisée par l'alignement des piquets verts, se trouve pour partie dans la zone d'extraction (voir photo en PJ). **Or, cette bande réglementaire de 10 mètres minimum, située notamment le long du chemin du Plan, doit impérativement être maintenue à la cote du terrain naturel ;** elle ne doit faire l'objet d'aucune exploitation afin de garantir la stabilité de la voirie communale et l'intégrité des terrains voisins.

Enfin, les inspecteurs ont relevé que la parcelle ZH 64 n'est pas incluse dans le périmètre autorisé par l'annexe 7 de l'arrêté préfectoral du 16/07/2012. Or, cette parcelle est essentielle pour l'exploitation : elle sert d'accès au site et accueille des installations telles qu'une partie du convoyeur, la passerelle surplombant la voie ferrée, les locaux techniques ainsi que l'aire de lavage équipée d'un séparateur à hydrocarbures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- de mettre en conformité le creusement avec les cotes minimales d'extraction sur la fosse Ouest, **sous 2 mois ;**
- de rétablir la bande de 10 mètres à la cote du terrain naturel, **sous 1 mois ;**
- de préciser les dispositifs techniques mis en œuvre pour éviter, à l'avenir, d'exploiter en dessous des cotes minimales d'extraction ;
- de transmettre le plan de récolement des cotes après correction et le PV de contrôle du piquetage de la bande de 10 mètres par un géomètre expert, **sous 2 mois.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2012, article 7.4 (phasage) et 25 (garanties financières)

Thème(s) : Situation administrative, Phasage

Prescription contrôlée :

Article 7.4 - Conduite de l'exploitation

L'exploitation est conduite en 6 phases successives de cinq années chacune (les plans de phasage d'extraction sont joints en annexe 2), avec remise en état coordonnée des zones disponibles sur l'ensemble de la carrière.

Phase 1 : 5 ans (2013-2017)

Elle est divisée en 2 sous-phases :

Phase 1a : durée : 0,5 an : réalisation d'un accès à la fosse ouest

[...]

Phase 1b : durée : 4,5 ans : exploitation de la fosse ouest.

[...]

Phase 2 : 5 ans : début de l'extraction de la fosse Est (2018-2022)

Elle est divisée en 2 sous-phases :

Phase 2a : durée : 0,5 an : Mise en place des installations nécessaires à l'exploitation de la

[...]

Phase 2b : durée : 4,5 ans : exploitation de la fosse Est. Poursuite du remblaiement en fosse ouest.

[...]

Article 25 - Garanties financières

L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé ci-dessous.

[...]

A chaque période d'exploitation correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les schémas d'exploitation et de remise en état sont joints en annexes 2 et 3.

Le montant de référence (Cr) des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

Phase 1 : 424 000 euros

Phase 2 : 517 000 euros

Phase 3 : 386 000 euros

Phase 4 : 353 000 euros

Phase 5 : 545 000 euros

Phase 6 : 394 000 euros

[...]

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté un retard de l'exploitation de la carrière par rapport à son plan de phasage. À titre d'exemple, le décapage de la parcelle ZH 18 n'a débuté qu'en fin d'année 2024, contre une échéance théorique fixée à 2018; ce retard impacte de fait l'échéancier des garanties financières initialement calculé sur la base de ce phasage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance de Madame la Préfète une proposition de modification de son plan de phasage et d'actualisation de ses garanties financières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 4 : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2012, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant met également en place un réseau de mesure des retombées de poussières dans l'environnement. Les points de mesures sont localisés sur la carrière, au plus près des sources d'émissions, ainsi que sur des stations au Nord, et au Sud de la présente carrière, à proximité des zones habitées, sous les vents dominants, en vue d'évaluer l'exposition des populations, et à l'Est et à l'Ouest perpendiculairement à l'axe des vents dominants, afin d'évaluer la pollution particulaire de fond du secteur Les mesures de retombées de poussières sont effectuées une fois par an, en période sèche, aux frais de l'exploitant, pendant une période continue d'exploitation de 15 jours et par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Les paramètres suivants sont analysés : concentration en PM10, concentration de la fraction alvéolaires, concentration en silice cristalline (quartz, cristobalite et tridymite).
Constats : L'analyse des données relatives aux mesures des retombées de poussières déclarées dans GEREP de 2021 à 2024 n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2012, article 11.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Modalités de surveillance La surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none">- une mesure du niveau d'eau le premier lundi de chaque mois, sur l'ensemble des piézomètres,- une mesure de la qualité des eaux souterraines sur les paramètres définis en annexe 4, deux fois par an pour certains piézomètres en période de basses eaux, et de hautes eaux. Lors des analyses semestrielles, l'ensemble des piézomètres cités en annexe 4 fait l'objet d'un socle commun d'analyse, et certains piézomètres, en amont et en aval des zones remblayées, font l'objet de mesures de paramètres supplémentaires, lors d'un point zéro avant le remblaiement, puis dès lors que des remblais sont entreposés. La mesure de niveau est réalisée avec des sondes piézométriques ou des sondes enregistreuses installées dans les ouvrages. Ces sondes sont vérifiées périodiquement, et étalonnées périodiquement (pour les sondes enregistreuses).
Constats :

<p>Par mail daté du 04/03/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection les rapports annuels de surveillance des eaux souterraines de 2023 à 2025.</p> <p>L'analyse de ces rapports appelle les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les paramètres analysés sont conformes à ceux listés à l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/07/2012 et les valeurs mesurées ne présentent aucune évolution significative suggérant une potentielle dégradation de la nappe ; - l'absence de mesures des polluants au niveau du piézomètre PZ14 le 1^{er} semestre 2023, sans justification de l'organisme de contrôle ; - l'absence de mesures des polluants au niveau du piézomètre PZ14 en 2025, en raison de l'impossibilité d'accès liée au remblaiement de la zone ; - et l'absence de mesures des polluants au niveau du piézomètre PZ15 le 1^{er} semestre 2025, en raison des champs en culture entourant le piézomètre.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de veiller à garantir l'accessibilité des piézomètres à l'organisme de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 6 : Clôtures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2012, article 5</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Clôtures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour des zones en cours d'exploitation.</p> <p>L'entrée du site autorisé est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a relevé l'absence de clôture sur le pourtour des parcelles ZH 18 et ZH 65.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place des clôtures sur le pourtour des parcelles ZH 18 et ZH 65.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>